

Nazis, Contras, Jihadistes.

**À propos du développement de la doctrine de guerre spéciale des États-Unis et de l'OTAN
Par le Dr. Nikolaus Brauns**

La guerre spéciale est un concept qui a été développé par les États-Unis et l'alliance militaire de l'OTAN dominée par Washington après la Seconde Guerre mondiale, face à la guerre froide et à la décolonisation. L'objectif était de combattre les guérillas socialistes et les mouvements de libération nationale, de déstabiliser les gouvernements progressistes anti-impérialistes et d'empêcher la propagation de l'influence communiste.

Techniquement, il s'agit d'une guerre non conventionnelle - à distinguer des guerres conventionnelles, qui opposent les armées régulières des États-nations.

Dans un manuel destiné aux forces spéciales de l'armée américaine, il est écrit, en 2008, qu'il s'agit d'opérations menées par, avec ou par l'intermédiaire de forces irrégulières pour soutenir un mouvement de résistance, une insurrection ou des opérations militaires conventionnelles "1.

Utilisé par les armées des États-Unis et de l'OTAN depuis les années 1960, le terme de contre-insurrectionnel a été largement utilisé comme synonyme de guerre spéciale.

Il s'agit d'une "combinaison d'efforts civils et militaires globaux visant à contenir l'insurrection tout en s'attaquant à ses racines "2 Lorsqu'une organisation révolutionnaire est établie au sein de la population "comme le poisson dans l'eau" (Mao Zedong), la contre-insurrection vise principalement les "cœurs et les esprits" de la population pour isoler les insurgés.

La guerre spéciale consiste donc en une combinaison de moyens militaires et politiques, incluant une forte composante psychologique. L'élément central, cependant, est la violence sous de multiples formes. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les assassinats, le sabotage, les enlèvements, la torture, le renversement de gouvernements étrangers et d'autres activités terroristes ont formé un tout organique de notre politique de défense nationale. Cela a été présenté maintes et maintes fois comme une nécessité de combattre les insurrections communistes et, plus récemment, le terrorisme - comme la seule réponse efficace à la barbarie attribuée ou projetée sur nos ennemis, qu'il s'agisse des sandinistes ou de l'OLP "3 Michael McClintock écrit dans son étude publiée en 1992 sur la doctrine de contre-insurrection des États-Unis.

Les États-Unis ont appris les tactiques et les méthodes de la guerre non conventionnelle grâce à leur propre expérience de soutien aux mouvements partisans dans les pays occupés par les nazis et les pays occupés par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, grâce aux expériences de leurs alliés britanniques et français dans les guerres coloniales comme en Algérie - et surtout grâce aux expériences de leurs anciens adversaires fascistes ! La doctrine de guerre spéciale américaine s'inspire largement des méthodes de la "Wehrmacht" et des SS pour terroriser la population civile et, ce qui est peut-être plus important, impliquer les factions locales dans la lutte contre la résistance partisane " 4 selon Michael McClintock.

D'anciens officiers de la "Wehrmacht" et des "Waffen-SS" nazis entrés au service des Américains après la guerre, qui avaient eux-mêmes participé à des fusillades massives de civils et à la destruction de villages dans le cadre de la lutte contre les partisans en Union soviétique, en Italie et dans les Balkans, ont ainsi participé à la rédaction de manuels militaires américains dans lesquels des méthodes terroristes allant de la prise d'otages aux assassinats ciblés étaient propagées pour la contre-insurrection et la guérilla.

1 US-Army Field Manual 3-05.130.

2 U.S. Government Counterinsurgency Guide, Januar 2009.

3 Michael McClintock: Instruments of Statecraft: U.S. Guerilla Warfare, Counterinsurgency, Counterterrorism, 1940-1990, New York 1992.

4 McClintock, S.59.

L'infrastructure de la guerre spéciale avait déjà été établie en 1952 avec l'ouverture du Center for Psychological Warfare Center à Fort Bragg, en Caroline du Nord, qui a ensuite été nommé le Special Warfare Center. Jusqu'à aujourd'hui, Fort Bragg reste le centre d'entraînement des forces spéciales des États-Unis, de leurs partenaires de l'OTAN et d'autres alliés. À partir des années 1960, des centres d'entraînement ont été créés aux États-Unis, mais aussi aux Philippines, au Japon (Okinawa), au Panama et en Allemagne, dans lesquels l'armée américaine et la CIA ont formé leurs partenaires étrangers à la contre-insurrection. Célèbre comme "école de torture", l'"US Army School of the Americas", ouverte en 1963 à Fort Gulick, dans le canal de Panama. Jusqu'en 1984, les instructeurs américains ont formé 45 000 officiers latino-américains et agents de renseignement de 23 pays aux techniques de contre-insurrection. Parmi les diplômés de cette "école de dictateurs et de tortionnaires", on trouve des généraux putschistes comme Augusto Pinochet au Chili, des dictateurs comme le dirigeant du Panama Manuel Noriega, et des chefs d'escadrons de la mort, comme le général Roberto D'Aubuisson du Salvador, dont le tueur a assassiné l'archevêque Oscar Romero.

Les États-Unis ont lancé leur guerre spéciale la plus longue contre Cuba en 1960. Des attaques ciblées sur le leader révolutionnaire Fidel Castro, les assassinats d'enseignants pendant la campagne d'alphabétisation, les attaques terroristes contre des avions et des navires civils et le sabotage économique étaient les éléments d'une guerre de basse intensité coordonnée par la CIA, qui avait déjà coûté 3400 vies cubaines au cours des premières années. Cependant, l'invasion de la baie des Cochons par des mercenaires soutenus par les États-Unis a échoué en avril 1961 en raison de la mobilisation rapide des forces armées révolutionnaires d'une part, mais aussi du manque de soutien de la population cubaine à l'invasion menée par les anciens tortionnaires, les grands propriétaires terriens et les bandes mafieuses. Au cours des dernières décennies, les États-Unis ont surtout utilisé le blocus économique de l'île, combiné au soutien financier de cercles contre-révolutionnaires marginaux à Cuba même et de forces contra cubaines de droite en exil aux États-Unis, ainsi qu'à une guerre de propagande massive, par exemple avec la Radio Marti, qui émet de Miami vers Cuba.

Le fait que Cuba maintienne son cap socialiste et anti-impérialiste jusqu'à aujourd'hui montre en même temps les limites de l'efficacité stratégique d'une guerre spéciale contre une population politiquement éclairée, consciente et organisée sous une direction révolutionnaire.

Le développement réel de la doctrine de la guerre spéciale a commencé au début des années 1960, sous la direction du président américain John F. Kennedy.

Le conseiller militaire spécial de Kennedy, le Gén. Maxwell Taylor, a ensuite développé un concept stratégique pour une "guerre spéciale" en tant que chef de l'état-major interarmées des États-Unis, avant d'être envoyé comme ambassadeur des États-Unis à Saïgon en 1964, pour le mettre en pratique au Vietnam. Taylor distinguait trois formes de guerre, auxquelles les États-Unis devaient se préparer : la guerre nucléaire mondiale, les guerres limitées et locales, et les guerres spéciales. La spécificité des guerres spéciales est que les États-Unis, en tant qu'agresseur réel, n'emploient pas leurs propres unités de combat, mais utilisent des forces indigènes pour soutenir les régimes alliés dans des opérations anti-insurrectionnelles et pour renverser les régimes opposés avec des conseillers et du matériel américains.

Il s'agissait d'économiser des coûts et de maintenir le nombre de victimes de l'armée américaine à un faible niveau afin d'éviter toute opposition politique à la participation à la guerre dans le pays. Il s'agissait également d'éviter une confrontation directe entre l'OTAN et les forces du Pacte de Varsovie, avec un potentiel incalculable d'escalade. Et enfin, il s'agissait aussi de masquer l'apparence d'une ingérence étrangère par l'utilisation de forces indigènes afin de créer une légitimité pour les agresseurs aux yeux de la population locale. " La 'guerre spéciale' n'est donc que l'expression militaire du néocolonialisme - tout comme le Corps expéditionnaire était l'expression militaire du colonialisme classique. Alors que ce dernier, cependant, était basé en partie sur les propres forces armées des puissances coloniales, en combinaison avec des soldats coloniaux

recrutés et des forces opérationnelles telles que la Légion étrangère française. Les Américains, dans la 'guerre spéciale', fournissent les armes et les dollars, les avions et les pilotes, le commandement stratégique et tactique - y compris les officiers 'consultatifs' jusqu'au niveau de la compagnie - en fait, tout sauf la 'chair à canon"',⁵ a écrit le journaliste australien Wilfred G. Burchett, qui s'était rendu au Vietnam en 1963 pour faire un reportage, intégré au Front de libération nationale "de l'autre côté", sur ce premier test majeur sur le terrain du concept de guerre spéciale de Taylor.

5 Wilfried G. Burchett, *Partisanen kontra Generale*, Berlin/DDR 1965.

La guerre spéciale en Indochine

Depuis 1961, les forces spéciales américaines menaient déjà des opérations secrètes de sabotage et d'assassinat contre le Front national de libération du Sud-Vietnam (FNV) au Sud-Vietnam. sur le territoire de la République démocratique du Vietnam et au Laos voisin.

Cependant, la contribution décisive dans la lutte contre la guérilla, selon une commission dirigée par le général Taylor et l'économiste Walt Whitman Rostow, aurait dû être apportée par les troupes du régime vassal sud-vietnamien dirigé par Ngo Dinh à Saigon. Pour cela, les États-Unis ont envoyé des dizaines de milliers de conseillers militaires au Sud-Vietnam. La CIA a commencé à la fin de 1961 à recruter des membres des tribus des collines dans la province sud-vietnamienne du Darlac dans des groupes dits d'autodéfense pour lutter contre le Front de libération et a fourni d'importantes ressources pour mettre sur pied des forces spéciales contre-révolutionnaires sous le commandement du frère de Diem, Ngo Dinh Nhu. Ces unités ont mené, en collaboration avec la police secrète de Saigon, des actions subversives visant à discréditer le Front de libération, à traquer ses partisans présumés et à les interroger, les torturer et les assassiner. La mission Taylor-Rostow a également reconnu la composante psychologique d'une contre-guérilla réussie. Pour élargir la base sociale du régime de Diem, qui régnait comme une dictature familiale, la commission a préconisé un programme de réformes sociales limitées, telles que l'annulation d'une partie des dettes des paysans et l'amélioration de la scolarité et des soins médicaux dans les campagnes. Pour couper les liens avec la guérilla, le gouvernement de Saigon, en août 1962, sur la base d'un "Concept stratégique pour le Conseil de sécurité nationale des États-Unis", a ordonné la réinstallation de la population rurale dans des villages dits stratégiques. Les conseillers militaires américains, le personnel de la CIA et les représentants des organisations civiles américaines d'aide à l'étranger avaient l'autorité pour contrôler les relocalisations forcées. En octobre 1963, 8,7 millions de Vietnamiens avaient déjà été réinstallés dans plus de 7200 de ces villages sécurisés par des barbelés et des mines, si bien que le régime de Saigon se vantait déjà que "toutes les mesures prises par l'ennemi de la nation ont été bloquées et que les éléments essentiels de son organisation ont été ébranlés."

Mais les paysans, violemment contraints de s'installer dans les "villages stratégiques", opposent une résistance de plus en plus farouche. Soutenus par la guérilla, des soulèvements éclatent dans de nombreux villages contre les soldats de Saigon, qui se comportent comme des "protecteurs". L'armée de Saigon, soutenue par des hélicoptères américains, s'est avérée incapable de pacifier militairement ne serait-ce qu'une seule des principales régions contre la guérilla flexible qui gardait le plus souvent l'initiative. De plus, le régime, avec sa caractéristique de classe, s'est avéré incapable de mettre en œuvre un programme de réforme sociale, même minimal. Alors que les protestations dans les villes se multipliaient, le nombre de déserteurs de l'armée de Saigon augmentait fortement, et dans de nombreux endroits, les forces spéciales contre-révolutionnaires se sont dissoutes. "Les forces impérialistes n'ont nullement admis que l'échec de leur concept contre-révolutionnaire suivait le même schéma que le renforcement de l'ONF en tant qu'organisation puissante, qui s'orientait constamment vers le développement de la lutte révolutionnaire. Ils ne voulaient pas admettre que l'ONF a pu faire face à un adversaire matériellement et techniquement bien supérieur aussi parce que son programme a trouvé à plusieurs reprises le large soutien de la population vietnamienne",

indique une étude publiée par l'éditeur militaire de la RDA sur l'échec de la guerre spéciale américaine comme option stratégique en Indochine.⁶

Avec le successeur de Kennedy, Lyndon B. Johnson, les États-Unis ont commencé la "guerre limitée localement" avec l'expansion de la guerre par des frappes aériennes à grande échelle sur la République démocratique du Vietnam et enfin le déploiement massif de soldats américains. Le lourd tribut sanguin que les conscrits américains ont dû payer a été l'une des principales raisons de l'émergence d'un vaste mouvement anti-guerre aux États-Unis, qui, associé à la résistance sacrificielle du peuple vietnamien, a contraint les États-Unis à se retirer du Viêt Nam en 1973. Après cet échec temporaire de la guerre spéciale en tant que stratégie, elle n'a trouvé son renouveau que dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan. Notamment la guerre brutale des Contras contre les Sandinista Nicaragua, la sanglante campagne de contre-insurrection contre la guérilla de gauche au Salvador, et le soutien américain aux moudjahidines islamistes en Afghanistan après l'invasion soviétique.

6 Angelika Bator: USA-Politik gegen Asien: Strategische Grundzüge nach dem zweiten Weltkrieg, Berlin/DDR 1986, S.108f..

Gladio et la stratégie de la tension

La guerre spéciale n'a pas complètement disparu de la scène dans la seconde moitié des années 1970. Elle s'est seulement déplacée vers les États de l'OTAN eux-mêmes. C'est surtout en Italie et en Turquie qu'est apparue une armée secrète de l'OTAN qui, après avoir été révélée au grand jour, s'est fait connaître sous le nom de sa ramification italienne, Gladio. Dans les pays européens de l'OTAN, y compris la Turquie, ainsi que dans certains pays neutres comme la Suède, la Finlande, l'Autriche et la Suisse, des forces armées secrètes existent depuis la fin des années 1940 en tant que groupes armés clandestins d'un réseau d'intervention. Leur tâche "officielle" était d'opposer une résistance en cas d'invasion soviétique dans les pays occupés. Cette force, dont l'administration était assurée par le Comité Clandestin Allié (ACC, également Comité de Coordination Allié), en tant que département de l'OTAN pour la guerre secrète et le Comité de Planification Clandestin au Grand Quartier Général des Puissances Alliées en Europe (Shape) à Bruxelles, a été constituée sur la base d'accords secrets lors de l'adhésion à l'OTAN. L'existence de Gladio, qui était financée par les budgets fantômes des services secrets, était dissimulée aux parlements des États membres. Ces paramilitaires, formés par les forces spéciales américaines et les unités SAS britanniques, ont été recrutés parmi les forces strictement anticommunistes, notamment les anciens membres de la Waffen SS en Allemagne, les fascistes mussoliniens en Italie et les Loups gris en Turquie. Les stratèges de l'OTAN étaient préoccupés par la puissance des partis communistes et socialistes dans certains pays européens. En particulier, en cas de victoire électorale de la gauche en Italie, on craignait que l'OTAN ne soit affaiblie de l'intérieur.

C'est là que, dans les années 1970, Gladio est passé à une "stratégie de la tension". Les attentats terroristes avaient pour but de discréditer les partis de gauche et d'effrayer la population, afin de renforcer la demande d'un État fort et d'amener au pouvoir un gouvernement de droite autoritaire. Le Gladio a enlevé, torturé et assassiné des personnes, manipulé les médias et désintégré les groupes d'opposition. L'attentat le plus sanglant a eu lieu le 2 août 1980 dans la gare de Bologne, faisant 84 morts. "Ces massacres ont été organisés ou soutenus par des personnes appartenant à des institutions de l'État italien et des hommes liés aux renseignements américains", a déclaré une commission d'enquête du Sénat à Rome en 2000.

C'est en Turquie que la stratégie de la tension a fait le plus de victimes dans la seconde moitié des années 1970. La ramification de Gladio y avait déjà été fondée en 1953, un an après l'adhésion de la

Turquie à l'OTAN, en tant qu'"organisation antiterroriste" et était logée dans le même bâtiment que la mission militaire américaine. En 1964, cette structure a été directement incorporée sous le nouveau nom de "Bureau de la guerre spéciale" et placée sous la supervision de l'état-major général. Les unités opérationnelles connues sous le nom de Counter-Guerrilla recrutent en grande partie dans les rangs des Loups gris, l'organisation paramilitaire de jeunesse du MHP. Leur chef, l'ex-colonel Alparslan Türkeş, avait lui-même suivi une formation de guerre spéciale aux États-Unis dans les années 1950. La base des activités de l'Agence de guerre spéciale était un ordre copié mot pour mot d'un manuel américain sur la guerre non conventionnelle, qui remarquait la formation de groupes opérant secrètement. Leurs tâches comprenaient les assassinats, les attaques, les raids, la torture, les enlèvements, le sabotage et la politique de désinformation. Du milieu des années 1970 jusqu'au coup d'État du 12 septembre 1980, environ 5 000 personnes sont mortes - pour la plupart des partisans de gauche, des syndicalistes, des Alévites et des Kurdes - dans des affrontements semblables à ceux de la guerre civile. Avec les assauts, le massacre de la place Taksim le 1er mai 1977, le pogrom contre les Alévites à Maras en 1978 et les meurtres ciblés, entre autres, du dirigeant syndical socialiste Kemal Türkler, la contre-guerrilla a préparé l'ambiance du coup d'État du 12 septembre parmi la population insécurisée. Le chef de ce coup d'État, qui a écrasé dans le sang le puissant mouvement ouvrier et de gauche et installé un régime d'accumulation autoritaire et néolibéral, était le chef du Bureau de la guerre spéciale, le général Evren, qui s'est ensuite nommé chef de l'État. Alors qu'avec la fin de la guerre froide, les unités Gladio dans les pays européens ont été dissoutes, bien que dans la plupart des cas une réévaluation publique ait été empêchée, la contre-guerrilla est restée active en Turquie. Les forces irrégulières ont déplacé leur champ d'action principalement vers les régions kurdes du pays et, à la lumière de la sale guerre, ont fusionné de plus en plus avec la mafia.

L'OTAN dans le djihad

Parmi certains commentateurs à l'esprit libéral des médias occidentaux, la coopération manifeste de l'armée turque de l'OTAN avec des islamistes tels que la branche d'Al-Qaïda HTS et même l'État islamique (EI) en Syrie et en Irak a suscité l'irritation. Après tout, depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'OTAN est ouvertement engagée dans une "guerre contre le terrorisme" mondiale. Pourtant, dans sa politique d'alliance avec les djihadistes, la Turquie suit des pistes bien rodées. Car depuis les années 1980, les États-Unis et l'OTAN n'ont cessé d'utiliser les forces islamistes comme auxiliaires pour atteindre leurs objectifs géopolitiques. En 1979, le président américain Jimmy Carter a ordonné un soutien secret aux opposants islamistes au gouvernement laïc de gauche en Afghanistan. L'objectif était de provoquer une invasion soviétique, afin que "les Russes tombent dans le piège afghan" et "obtiennent leur guerre du Vietnam", a librement admis plus tard Zbigniew Brzezinski, le conseiller du président américain pour les questions de sécurité nationale. Sous le successeur de Carter, Ronald Reagan, le soutien aux moudjahidines en armes et en argent, négocié par les services secrets pakistanais, est devenu la plus grande opération secrète de l'histoire de la CIA. Entre 1982 et 1992, environ 35 000 djihadistes originaires de 40 pays ont été recrutés pour le "djihad" contre l'Union soviétique. Dans les madrasas/écoles islamiques wahhabites du Pakistan, financées par l'argent de l'Arabie saoudite, l'endoctrinement idéologique des volontaires a eu lieu en premier lieu, suivi d'une formation à la guérilla menée par la CIA dans des camps d'entraînement gérés par les services secrets pakistanais. Le fils du riche entrepreneur saoudien Oussama Ben Laden a été un recruteur efficace de nouveaux guerriers saints/jihadistes. Avec le bureau de recrutement des moudjahidines (MAK), la base opérationnelle existait depuis le milieu des années 1980, d'où Al-Qaïda, dirigée par Ben Laden, a émergé au début des années 1990. "Al-Qaïda, littéralement 'la base de données', était à l'origine un fichier informatique contenant les milliers de moudjahidines qui ont été recrutés et entraînés avec l'aide de la CIA pour vaincre les Russes", a révélé l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères Robin Cook le 7 juillet 2005 dans le Guardian. Le plan de Brzezinski a fonctionné. La guerre de dix ans dans l'Hindou Kush a largement contribué à l'effondrement du pouvoir soviétique.

À partir de 1992, les combattants islamistes ont afflué d'Afghanistan vers la Yougoslavie, où une guerre civile sanglante a fait rage. Une fois de plus, les intérêts tactiques de l'OTAN, qui voulait mettre à genoux ce qui restait de la Yougoslavie dirigée par le président serbe Slobodan Milosevic, coïncidaient avec ceux d'Al-Qaïda. Avec l'approbation du président américain Bill Clinton, environ 4 000 combattants d'Al-Qaïda ont été armés et entraînés par l'armée musulmane bosniaque, tandis que les avions de chasse de l'OTAN fournissaient un appui aérien aux troupes de choc djihadistes. Bien entendu, Al-Qaïda ne s'est jamais considéré comme une force mercenaire de l'OTAN. Les islamistes considéraient plutôt les États-Unis comme l'ennemi stratégique, ce qui n'excluait pas des alliances tactiques telles que celles conclues en Afghanistan et en Bosnie. Après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone, les troupes de l'OTAN ont envahi l'Afghanistan.

Là, avec les Talibans, les "disciples" des méders pakistanais, créés avec le soutien de l'Arabie saoudite et de la CIA dans les années 1980, avaient entre-temps pris le pouvoir. Alors que l'administration Obama continuait d'intensifier sa guerre des drones contre Al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan, les djihadistes et l'OTAN se sont à nouveau serrés les coudes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sur le plan tactique. Par exemple, les partisans libyens d'Al-Qaïda ont constitué le fer de lance militaire expérimenté lors du soulèvement contre le régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Les combattants islamistes ont reçu le soutien aérien de l'OTAN. De même, en Syrie, les États-Unis et leurs alliés - en particulier la Turquie et les États du Golfe - n'ont pas hésité à armer les combattants djihadistes en vue de renverser le régime du président Bachar el-Assad. Par exemple, début 2012, les services de renseignement du Pentagone (DIA) décrivaient déjà " les salafistes, les Frères musulmans et AQI (Al-Qaïda en Irak) " comme les " principaux moteurs de l'insurrection en Syrie". La DIA a supposé la "possibilité de la création d'un califat salafiste constitutif ou officieusement déclaré dans l'est de la Syrie". " C'est, selon elle, "exactement ce que les partisans de l'opposition souhaitent afin d'isoler le régime syrien et de contenir l'expansion chiite de l'Iran en Irak.", la DIA a fait référence aux perspectives stratégiques pour les objectifs géopolitiques de l'Occident, des États du Golfe et de la Turquie. Lorsque l'État islamique (EI) a émergé d'un segment d'Al-Qaïda, qu'il a proclamé son califat transfrontalier et qu'il a commencé à menacer la sécurité du monde occidental par des attentats dans des pays européens également, les États-Unis ont pris la tête d'une coalition internationale contre l'EI en 2014. Car il s'agissait désormais de djihadistes devenus incontrôlables. Aujourd'hui encore, la lutte contre les cellules dormantes d'IS est poursuivie par les forces américaines après l'écrasement de la domination territoriale d'IS pour justifier son maintien dans le nord de la Syrie.

La sale guerre au Kurdistan

La Turquie s'est révélée être un élève modèle de la doctrine américaine de la guerre spéciale, tout en s'appuyant sur sa propre expérience remontant aux Jeunes Turcs de l'Empire ottoman. Dans les régions kurdes de l'est de la Turquie, l'armée menait déjà une guerre spéciale depuis le début de la lutte armée menée par les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au milieu des années 1980. Pour ce faire, l'armée s'est appuyée sur la destruction systématique de quelque 4 500 villages afin d'isoler la guérilla de la population. Profitant des structures tribales féodales, l'État a recruté et armé des dizaines de milliers de "gardes villageois", souvent constitués de guerriers tribaux affiliés à des chefs de clan qui soutenaient le parti au pouvoir contre le PKK. Autre élément de la guerre spéciale, les meurtres commis par des "auteurs inconnus", qui ont tués environ 17 000 civils kurdes, y compris des politiciens de partis kurdes légaux comme l'HADEP et des intellectuels comme l'écrivain Musa Anter. Les escadrons de la mort du service secret de la gendarmerie Jitem, qui est illégal même selon la loi turque, ont été recrutés parmi les criminels libérés ayant des liens avec les Loups gris. En outre, il y avait l'organisation terroriste kurde-sunnite Hezbollah, qui, sous

la protection de l'État, a assassiné les partisans supposés infidèles du mouvement de libération. Comme élément particulier de la guerre spéciale, les forces irrégulières de contre-guérilla ont utilisé la violence sexuelle systématique contre les femmes.

La guerre spéciale turque au Kurdistan a été et est menée avec le soutien et la coordination de l'OTAN.

L'Allemagne, en particulier, ne fournit pas seulement les armes pour cette sale guerre, mais avec l'interdiction du PKK, elle tente également de couper le soutien politique et financier au mouvement de libération au sein de la diaspora kurde. Aujourd'hui, la Turquie, qui occupe des territoires dans le nord de la Syrie, mène à partir de là une guerre textuelle de faible intensité contre l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie. Le bombardement de villages par l'artillerie, les enlèvements de civils, les assassinats de chefs de tribus dans le but de dresser les différentes composantes ethno-religieuses de la région les unes contre les autres, l'incendie des cultures et le blocage de l'approvisionnement en eau potable sont autant d'éléments de cette guerre spéciale classique. Dans ce processus, la Turquie s'appuie sur une armée mercenaire de djihadistes, dont d'anciens membres de l'EI, sous le commandement des services de renseignement turcs.

Alors que les États-Unis forment une alliance tactique dans le nord de la Syrie avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) contre les EI, des différences tactiques apparaissent fortement. Car les alliés de l'OTAN s'accordent sur l'objectif stratégique de détruire le mouvement de libération kurde, moteur de la révolution au Moyen-Orient.

Dans le même temps, il semble que ce ne soit qu'une question de temps avant que l'OTAN n'utilise l'armée mercenaire islamiste de dix mille hommes contrôlée par la Turquie, dont de nombreux Ouïghours et Caucasiens, pour une nouvelle guerre spéciale contre la Chine et la Russie, adversaires stratégiques de l'Occident.